

## TITRE III

## Dispositions générales.

Art. 8. — Le statut des fonctionnaires de l'inspection générale et de l'inspection des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire sera fixé par décret revêtu du contreseing du ministre des finances.

A titre transitoire, et jusqu'au 31 décembre 1945, les nominations pourront être effectuées sur titres. Ces nominations auront un caractère provisoire. Les agents ainsi recrutés pourront être nommés à une classe autre que celle de début.

Art. 9. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent décret.

Art. 10. — Le ministre de l'éducation nationale et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 17 octobre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française:

Le ministre de l'éducation nationale,  
RENÉ CAPIANT.

Le ministre des finances,  
R. FLEVEN.

Décret n° 45-2387 du 17 octobre 1945 portant organisation des « Centres d'éducation populaire » de la direction des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 20 novembre 1944 portant réorganisation de l'administration centrale du ministère de l'éducation nationale;

Vu l'ordonnance du 31 mars 1945 portant fixation du budget des services civils pour l'exercice 1945,

## Décrète:

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est créé des Centres d'éducation populaire destinés à permettre l'organi-

sation de stages pour l'information ou la formation:

Des agents relevant de la direction des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire;

Des membres des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire;

Des animateurs d'éducation populaire.

Art. 2. — Les cadres du personnel des Centres d'éducation populaire comprennent:

Dix-huit directeurs;

Dix-huit économistes;

Trente-six instructeurs spécialisés.

Art. 3. — Le statut des fonctionnaires des Centres d'éducation populaire sera fixé par décret revêtu du contreseing du ministre des finances.

A titre transitoire, jusqu'au 31 décembre 1945, les nominations pourront être effectuées sur titres. Ces nominations auront un caractère provisoire. Les agents ainsi recrutés pourront être nommés à une classe autre que celle de début.

Art. 4. — Le ministre de l'éducation nationale et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 17 octobre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française:

Le ministre de l'éducation nationale,  
RENÉ CAPIANT.

Le ministre des finances,  
R. FLEVEN.

Décret n° 45-2388 du 17 octobre 1945 relatif à la classification des fonctionnaires des services extérieurs de la direction des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire dans les échelles de traitement prévues par la loi validée du 3 août 1943.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances,

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

Vu l'ordonnance du 20 novembre 1944 portant réorganisation de l'administration cen-

trale du ministère de l'éducation nationale; Vu la loi validée du 3 août 1943 portant classification des traitements des fonctionnaires de l'Etat;

Vu l'ordonnance du 31 décembre 1944 portant fixation du budget général pour les trois premiers mois de l'exercice 1945;

Vu le décret n° 45-2386 du 17 octobre 1945 portant organisation de l'inspection générale et de l'inspection des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire;

Vu le décret n° 45-2387 du 17 octobre 1945 portant organisation des centres d'éducation populaire de la direction des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire,

## Décrète:

Art. 1<sup>er</sup>. — Le classement des fonctionnaires des services extérieurs de la direction des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire dans les échelles prévues par la loi du 3 août 1943 et les traitements correspondant aux différentes catégories, échelons et classes sont fixés conformément au tableau annexé au présent décret.

Ces indemnités de fonctions et de direction allouées à ces fonctionnaires sont également fixées suivant les indications de ce même tableau.

Art. 2. — Les traitements fixés par le décret sont exclusifs de toute gratification. Aucune indemnité ou avantage accessoire, de quelque nature que ce soit, ne peut être accordé aux fonctionnaires énumérés ci-dessus que dans les conditions et limites fixées par un arrêté revêtu de la signature du ministre des finances.

Art. 3. — Sous réserve des mesures spéciales qu'entraîne l'application des lois relatives aux bonifications d'ancienneté pour services militaires, la répartition des fonctionnaires entre les différentes classes ou échelons doit être telle que la dépense totale, pour l'ensemble du personnel, ne dépasse pas celle qui résulterait de l'application du traitement moyen.

Art. 4. — Le ministre de l'éducation nationale et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française et aura effet du 1<sup>er</sup> janvier 1945.

Fait à Paris, le 17 octobre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française:

Le ministre de l'éducation nationale,  
RENÉ CAPIANT.

Le ministre des finances,  
R. FLEVEN.

## Traitements des fonctionnaires des services extérieurs de la direction des mouvements de jeunesse et d'éducation populaire.

CATEGORIES	NUMERO de l'échelle.	ECHOLON et classe.	TRAITEMENTS francs.	INDEMNITE de fonctions. francs.	INDEMNITE de direction. francs.
Inspecteurs généraux.....	20 bis	5 <sup>e</sup> échelon. 4 <sup>e</sup> échelon. 3 <sup>e</sup> échelon. 2 <sup>e</sup> échelon. 1 <sup>er</sup> échelon.	105.000 » 97.500 » 90.000 » 82.500 » 75.000 »	17.500 » 16.500 » 16.500 » 15.500 » 15.500 »	» » » » »
Inspecteurs administratifs.....	22	1 <sup>re</sup> classe. 2 <sup>e</sup> classe. 3 <sup>e</sup> classe. 4 <sup>e</sup> classe. 5 <sup>e</sup> classe.	75.000 » 70.000 » 65.000 » 60.000 » 55.000 »	7.000 » 7.000 » 7.000 » 7.000 » 7.000 »	» » » » »
Inspecteurs principaux de Paris, Seine et Seine-et-Oise. A ce traitement s'ajoutera pour les agrégés un complément de traitement soumis à retenue de 10,50 %.	21 a	1 <sup>re</sup> classe. 2 <sup>e</sup> classe. 3 <sup>e</sup> classe. 4 <sup>e</sup> classe. 5 <sup>e</sup> classe. 6 <sup>e</sup> classe.	70.000 » 63.000 » 54.000 » 46.000 » 40.000 » 34.000 »	11.500 » 11.000 » 10.000 » 9.500 » 9.000 » 8.000 »	16.000 » 16.000 » 16.000 » 16.000 » 16.000 » 16.000 »
Inspecteurs principaux des départements, agrégés....	21 b	1 <sup>re</sup> classe. 2 <sup>e</sup> classe. 3 <sup>e</sup> classe. 4 <sup>e</sup> classe. 5 <sup>e</sup> classe. 6 <sup>e</sup> classe.	70.000 » 64.000 » 59.000 » 54.000 » 49.000 » 44.000 »	8.000 » 8.000 » 7.500 » 7.000 » 6.500 » 6.000 »	16.000 » 16.000 » 16.000 » 16.000 » 16.000 » 16.000 »

CATEGORIES	NUMERO de l'échelle.	ECHOLON et classe.	TRAITEMENTS	INDEMNITE de fonctions.	INDEMNITE de direction.
			francs.	francs.	francs.
Inspecteurs principaux des départements, non agrégés.	18 b	1 <sup>re</sup> classe. 2 <sup>e</sup> classe. 3 <sup>e</sup> classe. 4 <sup>e</sup> classe. 5 <sup>e</sup> classe. 6 <sup>e</sup> classe.	56.000 » 51.000 » 46.000 » 42.000 » 38.000 » 31.000 »	7.000 » 7.000 » 6.500 » 6.000 » 5.500 » 5.000 »	16.000 » 16.000 » 16.000 » 16.000 » 16.000 » 16.000 »
Inspecteurs de Paris, Seine et Seine-et-Oise.....	19	1 <sup>re</sup> classe. 2 <sup>e</sup> classe. 3 <sup>e</sup> classe. 4 <sup>e</sup> classe. 5 <sup>e</sup> classe. 6 <sup>e</sup> classe.	60.000 » 56.000 » 53.000 » 48.000 » 44.000 » 40.000 »	7.500 » 7.000 » 5.500 » 5.500 » 4.000 » 3.500 »	» » » » » »
Inspecteurs des départements et directeurs des centres d'éducation populaire.....	17	1 <sup>re</sup> classe. 2 <sup>e</sup> classe. 3 <sup>e</sup> classe. 4 <sup>e</sup> classe. 5 <sup>e</sup> classe. 6 <sup>e</sup> classe.	52.000 » 47.000 » 42.000 » 38.000 » 31.000 » 30.000 »	7.000 » 6.500 » 5.000 » 4.500 » 3.000 » 3.000 »	» » » » » »
Secrétaires d'inspection.....	16 b	Classe except. 1 <sup>re</sup> classe. 2 <sup>e</sup> classe. 3 <sup>e</sup> classe. 4 <sup>e</sup> classe. 5 <sup>e</sup> classe. 6 <sup>e</sup> classe.	50.000 » 46.000 » 42.000 » 39.000 » 36.000 » 34.000 » 32.000 »	» » » » » » »	» » » » » » »
Instituteurs des centres d'éducation populaire.....	15 a	1 <sup>re</sup> classe. 2 <sup>e</sup> classe. 3 <sup>e</sup> classe. 4 <sup>e</sup> classe. 5 <sup>e</sup> classe. 6 <sup>e</sup> classe.	45.000 » 40.000 » 36.000 » 32.000 » 27.000 » 23.000 »	5.000 » 5.000 » 3.500 » 3.000 » 2.000 » 2.000 »	» » » » » »
Economes des centres d'éducation populaire.....	13 b	1 <sup>re</sup> classe. 2 <sup>e</sup> classe. 3 <sup>e</sup> classe. 4 <sup>e</sup> classe. 5 <sup>e</sup> classe. 6 <sup>e</sup> classe.	40.000 » 37.000 » 31.000 » 30.000 » 26.000 » 22.000 »	3.500 » 3.000 » 2.000 » 2.000 » 2.000 » 2.000 »	» » » » » »
Rédacteurs d'inspection.....	11 a	Hors classe. 1 <sup>re</sup> classe. 2 <sup>e</sup> classe. 3 <sup>e</sup> classe. 4 <sup>e</sup> classe. 5 <sup>e</sup> classe. 6 <sup>e</sup> classe. Stagiaires.	32.000 » 29.000 » 27.000 » 25.000 » 23.000 » 21.000 » 19.000 » 16.000 »	» » » » » » » »	» » » » » » » »

Décret n° 45-2300 du 17 octobre 1945 portant  
création d'une licence d'études coloniales.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret du 20 septembre 1920 relatif à la licence des lettres,

Décide :

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est créé une licence d'études coloniales qui sera délivrée par les facultés des lettres.

Art. 2. — Le diplôme de licencié d'études coloniales est délivré aux candidats qui justifient :

1<sup>o</sup> Du diplôme de bachelier de l'enseignement secondaire;

2<sup>o</sup> De quatre inscriptions trimestrielles dans une faculté des lettres et de quatre inscriptions trimestrielles spéciales dans une faculté de droit;

3<sup>o</sup> Du certificat d'études juridiques coloniales qui sera délivré par les facultés de droit;

4<sup>o</sup> Des certificats d'études supérieures de lettres suivants :

Histoire de la colonisation française et étrangère;

Géographie coloniale;

Othonologie et sociologie.

Art. 3. — Les candidats devront en outre subir l'épreuve orale de langue étrangère pré-

vue par le décret du 20 septembre 1920, à moins qu'ils ne soient titulaires d'un certificat d'études supérieures portant sur une langue étrangère.

Art. 4. — Les candidats à la licence d'études coloniales ne pourront se présenter aux certificats d'études supérieures d'histoire de la colonisation française et étrangère et de géographie coloniale que s'ils sont titulaires du certificat d'études juridiques coloniales.

Nul ne peut être admis à subir les épreuves du certificat d'études supérieures d'ethnologie et sociologie s'il n'est déjà titulaire des trois autres certificats énumérés à l'article 2 du présent décret.

Art. 5. — Sont applicables à la licence d'études coloniales les dispositions réglementaires relatives à la licence des lettres qui ne sont pas contraires au présent décret.

Art. 6. — Le ministre de l'éducation nationale et le ministre des colonies sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 17 octobre 1945.

C. DE GAULLE.

Par le Gouvernement provisoire de la République française :

Le ministre de l'éducation nationale,

RENÉ CAFFART.

Le ministre des colonies,

P. GIACOMI.

Décret n° 45-2300 du 17 octobre 1945 instituant une indemnité spéciale en faveur du personnel de l'enseignement du second degré.

Le Gouvernement provisoire de la République française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation nationale et du ministre des finances,

Vu l'article 5 de l'ordonnance du 6 janvier 1945 portant réforme des traitements;

Le conseil des ministres entendu,

Décide :

Art. 1<sup>er</sup>. — Il est alloué aux fonctionnaires de l'enseignement du second degré, ci-après désignés, une indemnité spéciale dont les taux sont fixés comme suit :

FUNCTIONNAIRES appartenant aux échelles	TAUX de l'indemnité.
	francs.
15 A et 11 C.	5 <sup>e</sup> classe..... 3.000
	6 <sup>e</sup> classe..... 5.000
13 B.....	6 <sup>e</sup> classe..... 3.000
	1 <sup>re</sup> classe..... 4.000
	2 <sup>e</sup> classe..... 5.000
11 A, 9 A et 8.	3 <sup>e</sup> classe..... 6.000
	4 <sup>e</sup> classe..... 7.000
	5 <sup>e</sup> classe..... 8.000
	6 <sup>e</sup> classe..... 9.000